

Date de dépôt : 10 décembre 2025

Rapport du Conseil d'Etat

au Grand Conseil sur la motion de François Baertschi, Nicole Valiquer Grecuccio, Jean-Marie Voumard, Pascal Spuhler, Daniel Sormanni, Henry Rappaz, Christian Flury, Salima Moyard, Patrick Dimier, Roger Deneys, Jean-Charles Rielle, Lydia Schneider Hausser, Romain de Sainte Marie, Marc Falquet, Jean-François Girardet, Sandra Golay, Caroline Marti, Jean Batou : Soutenons nos patrouilleuses et patrouilleurs scolaires : non à la privatisation de la sécurité des enfants !

En date du 12 mai 2023, le Grand Conseil a renvoyé au Conseil d'Etat une motion qui a la teneur suivante :

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant :

- que les patrouilleuses et patrouilleurs scolaires ont une fonction importante pour la sécurité préventive des enfants se rendant à l'école;*
- que cette tâche doit rester l'affaire de personnes connaissant la commune et non pas de sociétés privées assurant le service minimum;*
- qu'une privatisation aura des coûts plus élevés pour les communes;*
- que cette activité rémunérée aide de nombreux ménages et favorise les rapports sociaux;*
- que le Conseil d'Etat a modifié le règlement sur les patrouilleuses et patrouilleurs scolaires en laissant la porte ouverte à une privatisation et à leur gestion par des entreprises privées;*
- que cette possibilité risque de précariser la fonction de patrouilleuse ou patrouilleur scolaire,*

invite le Conseil d'Etat

- à s'opposer à toute tentative de privatisation des patrouilleuses et patrouilleurs scolaires;*
- à revenir sur la version précédente du règlement sur les patrouilleuses et patrouilleurs scolaires, afin de réserver exclusivement cette fonction à des employés municipaux.*

RÉPONSE DU CONSEIL D'ÉTAT

Le Conseil d'Etat a pris note de l'inquiétude de la majorité du Grand Conseil, exprimée lors des débats des 24 août 2022 et 26 avril 2023, de ne pas ouvrir une « porte [...] à la privatisation » des patrouilleuses et patrouilleurs scolaires, à laquelle il est lui-même également opposé.

Afin de répondre à cette inquiétude, le Conseil d'Etat a modifié ainsi le règlement sur les patrouilleurs et patrouilleuses scolaires adultes, du 5 mai 1993 (RPSA; rs/GE H 1 05.16), à son article 3, alinéa 3 :

*³ A titre exceptionnel et sur présentation de justificatifs, les communes qui rencontrent des difficultés momentanées en matière de recrutement ou de gestion des patrouilleuses peuvent demander au département l'autorisation de mandater, à leurs frais, une entreprise de sécurité **privée uniquement pour le remplacement des personnes titulaires**. L'autorisation est délivrée pour une durée d'une année, renouvelable **une fois au maximum, pour autant que la commune démontre que les difficultés perdurent**. Les personnes affectées à cette tâche doivent être préalablement agréées par le département et sont soumises aux mêmes obligations que les patrouilleuses engagées par les communes.*

Ces modifications permettent de s'assurer qu'il s'agit bien du remplacement d'un poste existant, et non d'un moyen détourné pour échapper à un engagement. La limitation dans le temps (2 ans) s'inscrit dans une logique de cohérence avec la durée des absences de longue durée.

Au bénéfice de ces explications, le Conseil d'Etat vous invite à prendre acte du présent rapport.

AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :

Michèle RIGHETTI-EL ZAYADI

Le président :

Thierry APOTHÉLOZ